



L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

Guide d'action



Le projet PLATFORMA est co-financé
par l'Union européenne



Direction : Virginie Rouquette

Coordination : Amandine Casca, Emma Schaefer, Marina Percerou

Réalisation : Rokhaya Diagne, Floriana Soumaoro

Mise en page et graphisme - Bertrand Allombert

Cités Unies France remercie les membres du comité de pilotage de l'étude composé de : Platforma, la DCTCIV (MEAE), la Ville de Voiron, la Ville de Rennes et Rennes Métropole, le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, l'AFD, France Volontaires.

Des remerciements sont également adressés à l'ensemble des RRMA qui se sont mobilisés dans le cadre de ces travaux.



Guide coordonné par Cités-Unies France et réalisé par la Conférence Inter-régionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRMA), soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et Platforma.

Cette publication a été cofinancée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Cités Unies France et ne reflète pas nécessairement les positions de l'Union européenne.

Sommaire

Éditorial de la directrice de Cités Unies France	4
Introduction : pourquoi ce guide ?	5
1) Répondre à de nouveaux enjeux	5
2) AICT et ECSI : des liens à cultiver ?	6
3) Pourquoi et comment ce guide a-t-il été conçu ?	7
Axe 1 - Acculturer	9
Conseil pratique n°1 : Former et sensibiliser les décideurs et les équipes	9
Conseil pratique n°2 : Favoriser les échanges entre pairs et l'essaimage	10
Axe 2 - Structurer	12
Conseil pratique n°3 : Formaliser une stratégie écrite	12
Conseil pratique n°4 : Renforcer la transversalité inter-services	14
Conseil pratique n°5 : Utiliser la mobilité comme levier structurant	16
Axe 3 - Sécuriser	18
Conseil pratique n°6 : Diversifier et sécuriser les financements	18
Conseil pratique n°7 : Évaluer et valoriser les impacts	20
Conseil pratique n°8 : S'appuyer sur la société civile et les réseaux	26
Conclusion	23
Boîte à outils & ressources	25
1) Les textes de référence	25
2) Les dispositifs de financement & soutien	25
Glossaire	27



 Éditorial **Virginie Rouquette**
Directrice Générale de Cités Unies France

L'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) occupe aujourd'hui une place croissante dans le paysage de l'action publique locale. Portée par une pluralité d'acteurs et progressivement institutionnalisée, elle s'affirme comme un levier essentiel pour ancrer les enjeux globaux dans les réalités territoriales et rapprocher les habitants des engagements internationaux de leurs collectivités. Pourtant, son caractère protéiforme en rend encore la compréhension et l'appropriation peu aisée pour beaucoup. C'est de ce constat qu'est née, au sein de Cités Unies France, la volonté de produire un état des lieux rigoureux et un outil concret au service des collectivités territoriales.

En réponse à cet enjeu, ce guide est donc le fruit d'une étude commandée et pilotée par Cités Unies France, réseau transpartisan et multi-niveaux rassemblant les collectivités territoriales françaises engagées à l'international pour répondre à cet enjeu

La démarche poursuit ainsi un double objectif. D'une part, elle analyse la place et les déclinaisons de l'ECSI dans l'Action internationale des collectivités territoriales françaises (AICT), en explorant les thématiques investies, les publics ciblés et l'écosystème d'acteurs mobilisés. D'autre part, elle vise à faire émerger des pratiques inspirantes directement mobilisables pour agir.

Le guide s'adresse ainsi à la fois aux élus souhaitant s'approprier l'ECSI et en mesurer la valeur ajoutée, et aux agents en quête d'outils techniques et de ressources opérationnelles pour traduire ces ambitions en actions concrètes sur le terrain.

La réalisation de ce travail, qui comprend une étude et un guide pour l'action, a été confiée à la Conférence Inter-Régionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA), dont la connaissance approfondie des territoires et de leurs acteurs, notamment via les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA), offrait un ancrage particulièrement pertinent. Ce projet n'aurait pas été possible sans le soutien de Platforma et du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, dont l'engagement en faveur du renforcement de l'ECSI, à travers l'accompagnement et le financement des projets internationaux portés par les collectivités territoriales, demeure essentiel.

Dans un contexte marqué par un enjeu à connecter les citoyennetés nationales et internationales, l'engagement des collectivités dans ce champ est un trait d'union indispensable, porteur de démocratie et d'ouverture. Nous formulons avec ce guide aussi que l'ECSI soit davantage intégrée dans les dispositifs des bailleurs nationaux et européens, qui sont autant de leviers nécessaires au renforcement des pratiques.

En attendant, cette publication vous fournira les repères et outils pour faire de l'ECSI un véritable pilier de votre engagement international, et nous vous souhaitons une lecture enrichissante de ce guide pour l'action !

Introduction **Pourquoi ce guide ?**

Répondre à de nouveaux enjeux

Un contexte mondial en mutation, des collectivités territoriales appelées à s'adapter.

Née des premiers jumelages européens dans les années 1950, puis élargie dans les années 1960-70 avec les coopérations vers les pays nouvellement indépendants, *L'action internationale des collectivités territoriales (AICT)* s'est progressivement institutionnalisée en France à travers les lois de décentralisation (1982-1983), la reconnaissance juridique de la coopération décentralisée (1992) et sa sécurisation progressive (2005, 2007) jusqu'à la loi de 2014 qui consacre officiellement l'AICT.

L'AICT traverse aujourd'hui une transformation structurelle profonde. Sous l'effet conjugué de la contrainte budgétaire, de l'exigence accrue de résultats à l'échelle locale et de la complexification des enjeux globaux, les collectivités territoriales sont appelées à interroger le positionnement stratégique et la cohérence de leur action internationale.

Dans ce contexte, l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) en 2015 par les Nations-Unies marque un tournant : nous sommes passés d'une logique Nord/Sud à une logique universelle fondée sur la coresponsabilité mondiale. L'action internationale ne se limite plus à ce qui se déroule « ailleurs » : elle engage désormais l'ensemble des territoires, y compris celui de chaque collectivité.

L'AICT peut aujourd'hui être entendue **comme l'ensemble des politiques, dispositifs et initiatives par lesquels les collectivités construisent et organisent les relations entre leur territoire et le reste du monde**. Elle ne se limite plus aux partenariats extérieurs : elle articule désormais les dynamiques locales et globales et peut concerner l'ensemble des politiques publiques locales – culture, jeunesse, environnement, éducation, économie, attractivité ou encore Politique de la Ville.

Elle comprend également les actions qui visent à permettre aux habitants et aux acteurs locaux de mieux comprendre les interdépendances mondiales, les grands défis contemporains et la diversité des sociétés, notamment à travers l'**Éducation citoyenne à la solidarité internationale (ECSI)**.

Cette évolution, à la fois riche et complexe, rend indispensable l'adoption d'un cadre stratégique clair pour orienter et sécuriser l'action publique territoriale.

AICT et ECSI : des liens à cultiver ?

L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) est une démarche éducative, politique et émancipatrice qui vise à favoriser la compréhension des enjeux mondiaux et à encourager l'engagement citoyen face aux grands défis contemporains.

Des années 1970 avec l'éducation au développement (EAD) aux années 2010 avec l'ECSI, ce champ n'a cessé d'évoluer, de s'élargir et de se complexifier.

Aujourd'hui, elle se situe à l'intersection de plusieurs dynamiques :

- Éducatives (éducation populaire, apprentissages tout au long de la vie)
- Politiques (citoyenneté mondiale, droits humains, objectifs de développement durable)
- Territoriales (prolongement de politiques publiques locales)
- Internationales (coopération, diplomatie territoriale).

Plusieurs acteurs en proposent une définition :

Selon la définition de référence de l'**Agence française de développement** (2020), elle a pour finalité de contribuer à un monde plus juste, solidaire et durable en incitant chacun à **s'informer, comprendre et agir**.



Elle repose sur trois piliers complémentaires :

- **Éducatif** : une démarche d'apprentissage dans la durée, fondée sur l'échange et l'intelligence collective ;
- **Politique** : une approche fondée sur les droits humains, l'égalité, la solidarité internationale et la protection de la planète ;
- **Émancipateur** : un processus visant à développer l'esprit critique et la capacité d'action des citoyens.

D'après la **déclaration de GENE** (2022), l'éducation à la citoyenneté mondiale est une éducation qui permet aux personnes de réfléchir de façon critique au monde et à la place qu'elles y occupent ; d'ouvrir leurs yeux, leur cœur et leur esprit à la réalité du monde aux niveaux local et mondial.

Elle donne aux personnes les moyens et le pouvoir de comprendre, d'imaginer, d'espérer et d'agir pour créer un monde fait de justice sociale et climatique, de paix, de solidarité, d'équité et d'égalité, de préservation de la planète et de compréhension internationale.

Elle implique le respect des droits humains et de la diversité, l'inclusion et une vie décente pour tous et toutes, dès à présent et pour l'avenir.

L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

L'éducation à la citoyenneté mondiale englobe un large éventail de prestations éducatives, tout au long de la vie et dans tous les domaines :

- formelles
- non formelles
- informelles

L'ECSI : un levier stratégique reconnu mais encore insuffisamment mobilisé

Dans ce contexte, l'ECSI s'impose progressivement comme un outil stratégique au service des politiques publiques locales.

Elle permet aux collectivités territoriales de :

- rendre compréhensibles les enjeux internationaux pour les habitants ;
- relier actions locales et dynamiques globales dans un souci d'efficacité et de cohérence des politiques publiques ;
- renforcer la cohésion sociale et le vivre-ensemble ;
- donner plus de sens à leur action internationale.

Dans les principales actions d'ECSI répertoriées portées par les collectivités territoriales, on retrouve une grande palette d'actions : des actions éducatives en milieu scolaire, des actions culturelles, des actions en faveur de l'interculturalité et du mieux vivre-ensemble et des projets de mobilité européenne et internationale.



Pourquoi et comment ce guide a-t-il été conçu ?

Au regard des liens croissants entre ECSI et AICT, Cités Unies France a engagé, avec le soutien de Platforma et du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, une étude ayant conduit à l'élaboration du présent guide à vocation opérationnelle, destiné aux élus et agents des collectivités territoriales chargés du pilotage et de la mise en œuvre des politiques de relation internationale et d'ECSI.

Le présent guide s'appuie sur une étude coordonnée par Cités Unies France et réalisée par la CIRMA, avec le concours d'un comité de pilotage réunissant le MEAE, l'AFD, France Volontaires et plusieurs collectivités territoriales. La méthodologie retenue combine analyse documentaire, enquête quantitative par questionnaire et approche qualitative (entretiens et atelier de travail). Au total, 123 réponses ont été collectées, 34 entretiens ont été conduits, un atelier de travail a été organisé et 13 fiches de capitalisation ont été produites. Ce sont ces chiffres que vous retrouverez tout au long du guide, en lien avec les recommandations.

Le présent guide est conçu comme un instrument d'aide à la décision et à l'action. Il a pour ambition générale de contribuer à l'émergence de véritables politiques publiques d'ECSI à l'échelle territoriale et, plus spécifiquement, de :

- clarifier les concepts clés de l'ECSI et de l'AICT ;
- donner des repères concrets pour faciliter l'engagement des collectivités ;
- aider à structurer des démarches cohérentes et efficaces ;
- renforcer l'impact des actions menées sur les territoires ;
- et, plus largement, favoriser une meilleure compréhension des enjeux internationaux par les habitants et renforcer par là-même leur capacité d'action pour devenir de véritables acteurs des transformations locales et globales

Axe 1 - acculturer

Développer une culture commune de l'ECSI



Conseil pratique n°1 : former et sensibiliser les décideurs et les équipes

Pourquoi ?

L'ancrage de l'ECSI sur les territoires peut s'appuyer, dans un premier temps, sur une meilleure appropriation de ses enjeux par les élus et les agents, ainsi que sur une mise en dialogue des représentations et approches existantes.

Dans cette perspective, la sensibilisation et la formation des élus et des agents issus de différentes directions aux enjeux, méthodes et finalités de l'ECSI apparaissent comme des leviers favorables à l'élaboration d'une stratégie territoriale cohérente et susceptible de produire des effets durables.

Cette montée en compétences renforce l'appropriation des textes cadres et des définitions de référence de l'ECSI, tout en développant la capacité à concevoir des déclinaisons opérationnelles adaptées au contexte local. Elle participe à l'institutionnalisation progressive du secteur, en consolidant le rôle des collectivités en tant que bailleurs et animateurs de politiques publiques territoriales.



Les recommandations

Des formations adaptées aux différents profils (élus, techniciens, directions, etc.), existent et permettent de développer une culture commune, limitant ainsi une approche opportuniste de l'ECSI.

Les réseaux régionaux multi-acteurs et les réseaux thématiques proposent régulièrement des formations sur les territoires. Par ailleurs, le CNFPT (centre national de la fonction publique territoriale) est également un acteur-ressource en termes de formation.

Pour passer à l'action

🔗 Action : Organiser des sessions de sensibilisation courtes pour les élus (commissions relations internationales, jeunesse, culture) et des formations techniques pour les agents.

🔗 Objectif : Comprendre le triptyque « Informer - Comprendre - Agir », s'appropriier les enjeux et modalités des actions d'ECSI.

Conseil pratique n°2 : favoriser les échanges entre pairs et l'essaimage

Pourquoi ?

Des espaces de partage entre pairs existent à destination des agents et des élus des collectivités territoriales : groupes de concertation ECSI pilotés par l'AFD, dynamique thématique Jeunesse et ECSI animée par Cités Unies France, espaces territoriaux portés par les RRMA.

Ces espaces facilitent la découverte de nouveaux dispositifs, favorisent l'essaimage de bonnes pratiques, appuient le montage d'expérimentations et la réponse à des appels à projets. Ils contribuent, plus largement, à la valorisation de l'ECSI sur les territoires et à son rayonnement au sein des écosystèmes locaux et nationaux.

Les recommandations

Les initiatives portées par les collectivités territoriales en partenariat avec le tissu associatif témoignent d'une grande diversité d'approches. Il est recommandé d'investir les espaces de partage entre pairs, afin d'identifier les pratiques éprouvées et transférables.



Pour passer à l'action

- 🎯 Action recommandée : s'inscrire dans les réseaux régionaux et nationaux existants, participer aux groupes de travail et événements thématiques, et organiser des temps de retour d'expérience en interne entre directions.
- 🎯 Objectif : lever les obstacles au passage à l'action en s'appuyant sur des modèles éprouvés et reproductibles.

L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

	Réseau	Rôle	Site	Spécificités
	Cités Unies France (CUF)	Réseau national des CT	www.cites-unies-france.org	Groupes de travail thématiques et géographiques, accompagnement des CT, liens avec les bailleurs.
	RRMA	Maillage local	www.rrma.fr	Accompagnement de proximité, formation.
	France Volontaires	Volontariat international	www.france-volontaires.org	Service Civique, VSI, TEVO.
	Ritimo	Centres de ressources documentaires	www.ritimo.org	Outils pédagogiques, veille.
	F3E	Centre de ressources	www.reseau3e.org	Communauté de pratiques

Paroles d'acteurs - Des besoins à soutenir par une démarche pédagogique

“Les principaux freins identifiés sont un manque d'information et une incompréhension générale du concept d'ECSI et de ses bénéfices. Beaucoup de pédagogie est nécessaire pour que les élus et les acteurs locaux saisissent bien les enjeux. Une fois la compréhension acquise, le financement pourrait devenir plus accessible, car les bénéfices pour le territoire seraient plus évidents.”

Commune



Axe 2 - structurer

Inscrire l'ECSI dans une stratégie territoriale intégrée

Les données de l'étude montrent que 50 % des collectivités n'établissent aucun lien entre l'ECSI et les autres politiques publiques (PCAET, Politique de la Ville, Cités éducatives, Plans alimentaires territoriaux, etc.), ce qui limite significativement son impact transversal.

Par ailleurs, seulement 34 % des collectivités intègrent systématiquement l'ECSI dans leurs coopérations décentralisées, fragilisant la continuité et la pérennité des actions engagées.

L'ECSI constitue le fil directeur d'une politique publique locale cohérente et pérenne. Elle n'est pas une action ponctuelle.



Conseil pratique n°3 : formaliser une stratégie écrite dotée d'un budget

Quelques enseignements chiffrés issus de l'enquête

Le financement des actions d'ECSI constitue un élément structurant de l'engagement des collectivités territoriales. Le budget moyen consacré à l'action internationale et à l'ECSI varie selon leur taille et leurs compétences.

Budget moyen

- Régions : 70% ont un budget supérieur à 500 000 €/an pour l'AICT.
- Communes : 50 % ont un budget inférieur à 10 000 €/an pour l'AICT.

Pourquoi ?

L'enjeu central réside dans l'élaboration d'une véritable stratégie territoriale d'ECSI, propre à en renforcer l'appropriation par les acteurs internes : feuilles de route, plans d'action, intégration aux politiques publiques existantes. Cette démarche inclusive favorise une plus grande résilience face aux alternances politiques, aux évolutions individuelles et aux contraintes économiques.

L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

Cette appropriation territoriale pourra s'articuler avec une mobilisation renforcée des acteurs nationaux et une coordination accrue entre niveaux national et local, afin de consolider la légitimité des collectivités à s'engager dans ce domaine. Le recours à des argumentaires et documents stratégiques produits par le MEAE et l'AFD peut s'avérer utile.

Les recommandations

L'adoption d'une feuille de route ou d'une délibération-cadre avec un budget dédié, confère une lisibilité institutionnelle à la démarche et la protège des effets d'alternance politique.

Pour passer à l'action

🔗 Action recommandée : Intégrer un chapitre consacré à l'ECSI dans le Schéma Directeur de la Coopération Décentralisée ou adopter une délibération-cadre spécifique. Fixer des objectifs précis : publics cibles, thématiques prioritaires, contribution aux ODD. Construire un budget.

🔗 Objectif : Renforcer la lisibilité institutionnelle de l'action pour les citoyens et les partenaires financiers.

Ils l'ont fait !

La force de la formalisation : dix ans de coopération Colombie-France sécurisés par une charte et des outils pédagogiques pérennes.

Depuis 10 ans, la ville de Crolles pilote sa coopération avec Zapatoca - Colombie - via une charte formalisée et des conventions triennales. Cette stabilité a permis de déployer 7 projets successifs auprès de la jeunesse, avec des outils pédagogiques réutilisables (mallettes, jeux de cartes) qui survivent aux différents mandats électoraux.

Au-delà des alternances politiques : Comment l'ancrage scolaire et artistique maintient le cap d'un projet eau à Madagascar.

Malgré les changements de gouvernance à Madagascar, le projet « L'eau ici et là-bas », porté par la ville de Billère avec Soavinandriana, a perduré grâce à un ancrage scolaire fort (jumelage de classes) et des actions artistiques (slams, clips vidéo). La formalisation du partenariat a permis de maintenir le cap sur la sensibilisation aux ODD, démontrant que l'ECSI peut sécuriser la coopération dans la durée, au-delà des alternances politiques.

Paroles d'acteurs - L'ECSI, une démarche croisée et des enjeux partagés

“Je pense que l'ECSI peut servir à déconstruire des préjugés sur ce qu'est l'action internationale, qui peut être vue comme de la charité, de l'humanitaire ou des missions vacances, sans trop savoir ce qu'il y a derrière. Je pense que le fait de travailler sur l'ECSI et sur les thématiques de la coopération peut créer des liens. En Guinée, on a un projet sur la réduction et le tri des déchets dans des écoles. On a le même projet ici dans une école du territoire. C'est le même sujet qui est traité en France et en Guinée. On voit les déchets différemment ici et en Guinée, mais au final, ça reste un enjeu commun.”

Communauté d'agglomération

Conseil pratique n°4 : Renforcer la transversalité inter-services

Quelques enseignements chiffrés issus de l'enquête

74 % des collectivités impliquent le service Relations Internationales, mais seulement :

- 57 % le service Jeunesse,
- 54 % le service Éducation,
- Moins de 20 %, les services Environnement ou Culture.

6 thématiques sont plébiscitées par plus de 50 % des collectivités : eau, culture, biodiversité, ODD, éducation, mobilité.

Pourquoi ?

Le renforcement de la transversalité de l'ECSI constitue un enjeu important pour démultiplier ses effets à long terme et en élargir la portée à l'ensemble des publics concernés.

Cet enjeu peut se concrétiser par le développement d'articulations avec l'ensemble des politiques locales concernées (jeunesse, éducation, culture, cohésion sociale, politique de la ville, transition écologique, etc.), ce qui implique et requiert un travail de coordination interservices structuré au sein de la collectivité. Cette transversalité renforcera l'ancrage durable d'une ouverture au monde dans les politiques territoriales.

Les recommandations :

L'ECSI ne relève pas du seul service Relations Internationales. Ses enjeux et ses modalités d'action ont vocation à irriguer l'ensemble des directions concernées : Jeunesse, Culture, Environnement, Urbanisme, voire Ressources humaines.

Promouvoir l'ECSI peut se faire dans l'ensemble des champs d'intervention des politiques publiques locales, et non pas seulement dans le périmètre de l'AICT, afin d'en renforcer les impacts à l'échelle du territoire.



L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

Pour passer à l'action

- 🔗 Action recommandée : Constituer un comité de pilotage transversal ou désigner des référents ECSI au sein de chaque direction concernée. Envisager des croisements de lignes budgétaires (ex. : ligne Jeunesse + ligne Internationale).
- 🔗 Objectif : Optimiser l'utilisation des ressources existantes et élargir le périmètre des publics bénéficiaires.

Ils l'ont fait !

« De l'eau à l'autre » : la transversalité interservices comme pont pédagogique entre enjeux locaux et défis mondiaux.

Le projet « De l'eau à l'autre », relie la Direction du cycle de l'eau de l'agglomération, la Direction enfance-éducation de la ville de Saint-Nazaire, le Service jeunesse de la ville de Saint-Nazaire et le Service Relations Internationales de la Ville et l'Agglomération. L'ECSI sert de pont : les jeunes apprennent les techniques mobilisées pour l'approvisionnement en eau localement pour mieux comprendre les enjeux d'accès à l'eau potable à Madagascar, et plus largement à l'international.

Journées de l'eau & Solidarité : mobiliser 600 enfants en croisant les directions Écologie, Éducation et Internationale.

La Métropole de Brest organise des Journées de l'eau «Eau & Solidarité». Cet événement annuel réunit la Direction Internationale, la Direction Écologie Urbaine et la Direction de l'Éducation. Résultat : 600 enfants sensibilisés via des stands associatifs et des visites de stations d'épuration, reliant enjeux locaux (qualité de l'eau à Brest) et globaux (accès à l'eau en Bolivie)



Paroles d'acteurs - La structuration des partenariats à travers des actions d'ECSI

“La démarche ECSI est réfléchiée avec les partenaires colombiens : c'est un axe de la coopération en tant que tel, ce n'est pas qu'un support à la coopération, ou une politique visant des changements sur le seul territoire français. Les actions se développent en miroir dans les deux territoires.”

Commune

Paroles d'acteurs - Une transversalisation naissante

“En fait l'ECSI c'est beaucoup plus large, le RRMA avait organisé un événement dédié à l'ECSI, qui avait rassemblé tous les acteurs avec lesquels il travaille. Et moi, je le réduisais à trop peu de choses. Il y avait des types d'acteurs complètement différents et on se rendait compte, lors de cet événement, qu'il y avait plein de choses qui touchaient à l'ECSI.”

Région



Paroles d'acteurs - Une transversalisation naissante

“On essaie vraiment d'être en lien avec l'ensemble des directions [...] pour pouvoir intégrer l'ensemble du spectre des politiques publiques. L'objectif est d'être à l'écoute des enjeux des directions pour voir comment l'international peut les appuyer.”

Commune

Ils l'ont fait !

Recif'Art : Quand la culture et la science locales rayonnent à l'international pour sensibiliser aux enjeux environnementaux.

La Région Réunion a croisé les politiques Environnement (protection des récifs), Culture (théâtre, marionnettes) et Éducation dans le cadre du projet Recif'Art. En envoyant des artistes et scientifiques de La Réunion à Madagascar, elle a créé une dynamique régionale forte où l'ECSI devient un vecteur de rayonnement de l'expertise territoriale.

16



Conseil pratique n°5 : utiliser la mobilité comme levier structurant

Quelques enseignements chiffrés issus de l'enquête

67 % des collectivités engagées en ECSI utilisent au moins un dispositif de mobilité (Service Civique, VSI, Corps Européen de Solidarité).

44 % des collectivités accueillent des **volontaires en réciprocité**.

Seulement **23,9 % des collectivités** organisent **systématiquement** des activités d'ECSI sur les deux territoires (France et pays partenaire).

Pourquoi ?

Les articulations entre ECSI et coopérations décentralisées sont d'ores et déjà substantielles et méritent d'être consolidées, voire étendues à l'ensemble des dimensions de l'action européenne et internationale des collectivités territoriales, afin d'en renforcer la cohérence et l'impact.

Le volontariat international est un levier fort pour l'engagement des collectivités dans l'ECSI. Par ailleurs, il vient soutenir opérationnellement les coopérations décentralisées.

L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

Les recommandations

La mobilité internationale – volontariat, chantiers solidaires, échanges scolaires – constitue l'un des leviers les plus visibles de l'ECSI. Il est recommandé de systématiser l'encadrement pédagogique de ces mobilités, en veillant à ce que chaque départ fasse l'objet d'une préparation en amont et d'une restitution à l'issue du séjour.

Le programme Territoires Volontaires - TEVO porté par France Volontaires permet notamment aux collectivités territoriales de soutenir la mobilité internationale des jeunes. L'Agence Erasmus +, notamment à travers le dispositif Corps Européen de Solidarité ainsi que le FONJEP proposent également des financements de ce type.

Pour passer à l'action

🔊 Action recommandée : Conditionner tout départ en mobilité internationale à un parcours pédagogique structuré selon la séquence « Avant – Pendant – Après ». Associer les jeunes à la co-construction du projet dès la phase préparatoire.

🔊 Objectif : Inscrire la mobilité dans une démarche citoyenne structurante, génératrice de compétences et d'engagement.

Ils l'ont fait !

Coopé'Run'Fly : intégrer un volontaire international pour transformer une course sportive en véritable parcours citoyen France-Bénin.

Pour relier symboliquement la France et le Bénin par une course simultanée (Projet Coopé'Run'Fly), la Communauté de Communes Pays de Néronde a intégré un Service Civique international béninois dans l'équipe projet. Sa présence a permis de préparer la course simultanée en amont avec les collèves, assurant que l'événement sportif soit précédé d'un vrai travail pédagogique sur les ODD.

« Réinventer le Monde » : Quand les Volontaires en Service Civique deviennent ambassadeurs de l'ECSI.

La ville d'Aix-en-Provence a mobilisé ses propres Volontaires en Service Civique pour créer des podcasts sur les enjeux mondiaux, dans le cadre du Programme « Réinventer le Monde ». Sans coût de formation externe, les jeunes volontaires sont devenus des ambassadeurs de l'ECSI, renforçant la culture citoyenne en interne tout en produisant des outils de sensibilisation pour les lycées.



Axe 3 - Sécuriser

Garantir la pérennité des actions

Dans un contexte de raréfaction des ressources publiques, la diversification des sources de financement et la démonstration de l'efficacité des actions s'imposent comme des impératifs stratégiques.

Conseil pratique n°6 : diversifier et sécuriser les financements

Quelques enseignements chiffrés issus de l'enquête



76 % des collectivités utilisent des **fonds propres**, mais ceux-ci représentent **moins de 25 % du budget ECSI** pour **65,9 % des collectivités**.

51 % des collectivités font appel à des financements du **MEAE**, **34 % de l'AFD**, **33 % des programmes européens**.

17 % des collectivités ne sollicitent **aucun cofinancement** (manque de connaissances ou de moyens humains).

Pourquoi ?

La diversification des sources de cofinancement de l'ECSI consolide durablement cette politique publique. L'ouverture des collectivités territoriales aux dispositifs européens (Erasmus+, DEAR, CERV, Corps Européen de Solidarité, etc.) est une piste à encourager.

La DCTCIV du MEAE propose des appels à projets intégrant des critères d'ECSI :

- un appel à projet généraliste
- des appels à projets thématiques, en fonction des priorités du ministère (égalité femmes-hommes, souveraineté, protection des littoraux, jeunesse, etc.)
- des appels à projets géographiques (Sénégal, Liban, Maroc, Palestine)

L'AFD soutient également l'action internationale des collectivités territoriales à partir du dispositif FICOL. Celui-ci demande aux collectivités territoriales d'inclure des actions d'ECSI dans leurs programmes d'actions.

L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

Les recommandations

Développer la connaissance des cofinancements disponibles et appuyer les collectivités dans le montage d'actions ou de dispositifs locaux cohérents ainsi que privilégier des montages budgétaires hybrides comme facteurs de réussite essentiels.

Pour passer à l'action

🔗 Action recommandée : Combiner fonds propres, appels à projets nationaux (MEAE, AFD), dispositifs européens (Erasmus+, DEAR) et partenariats avec les agences de l'eau ou les Conseils régionaux.

🔗 Objectif : Réduire l'exposition aux risques budgétaires et garantir la continuité des actions dans la durée.

Paroles d'acteurs - Complémentarité et plus-value de l'ECSI au sein de l'AICT

"L'ECSI est une politique qui coûte peu à la collectivité, avec un important effet levier".

Commune

"L'ECSI est structurante pour notre AICT, et elle constitue un levier supplémentaire de cofinancement."

Département



Ils l'ont fait !

Tournée régionale de sensibilisation : des valeurs partagées au sein du Festival des solidarités

La Région Bourgogne-Franche-Comté se mobilise au sein du Festival des solidarités et favorise l'ouverture au monde et à la solidarité internationale des habitant·e·s de Bourgogne-Franche-Comté (grand public et public scolaire) en leur proposant une rencontre artistique et culturelle au plus près de leur territoire. En pilotant et finançant cette tournée, la Région dynamise le tissu associatif du territoire et permet ainsi la sensibilisation des acteurs et du grand public.

Mutualiser pour mieux sensibiliser : la co-construction d'un jeu d'enquête sur les déchets pour optimiser l'impact territorial.

Grand Châtellerault et Grand Poitiers se sont associées pour financer un jeu d'enquête ludique sur la gestion des déchets (« Traqueurs de déchets »). L'outil, utilisé dans les écoles et en grand public, permet de sensibiliser des milliers d'enfants aux interdépendances mondiales avec un investissement unique mutualisé.

Conseil pratique n°7 : évaluer et valoriser les impacts

Pourquoi ?

La définition d'indicateurs d'impact pour les initiatives d'ECSI facilite la conduite d'évaluations des effets et de leur valeur ajoutée pour les territoires et les acteurs mobilisés, notamment pour les raisons suivantes :

- Sécurisation des financements
- Consolidation des partenariats
- Renforcement des dynamiques locales

Ce travail d'évaluation permettra également de fluidifier la communication auprès des habitants, de renforcer l'appropriation politique et citoyenne de l'ECSI et, plus largement, de légitimer l'engagement international de la collectivité.

Les recommandations



Plus les indicateurs à la fois qualitatifs et quantitatifs sont définis en amont, plus il est aisé de rendre compte des actions d'ECSI !

Pour passer à l'action

- 🔗 Action recommandée : Mettre en place des enquêtes de satisfaction, des entretiens de restitution et des outils de mesure des changements de comportement (ex. : engagement associatif consécutif à un projet). Valoriser et diffuser ces résultats.
- 🔗 Objectif : Légitimer l'action d'ECSI auprès des instances décisionnelles et des citoyens, et améliorer en continu les pratiques.

Ils l'ont fait !

De l'évaluation à la politique publique : comment des chiffres concrets sur la santé menstruelle ont pérennisé l'action auprès des élus.

Le projet « Agir pour la santé menstruelle et favoriser l'accès à l'éducation des jeunes filles de Dakar et de Marseille par l'information, la sensibilisation et l'autonomisation » a intégré une évaluation rigoureuse démontrant des résultats tangibles : 400 adolescents sensibilisés, 20 structures formées. La ville de Marseille a utilisé ces chiffres et les témoignages pour inscrire la santé menstruelle dans ses politiques publiques locales et obtenir le soutien de l'Assemblée citoyenne du futur, pérennisant ainsi l'action au-delà du projet de coopération avec le Sénégal.

L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) au cœur de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT)

Parole d'acteurs - Encourager l'évaluation

“Le bilan de l'appel à projets en cours de réalisation nous permettra d'avoir la vision globale des réalisations et des impacts depuis dix ans, et de continuer à alimenter l'argumentaire auprès des élus.”

Département

“Patience et persévérance. Parce qu'on fait un travail de l'ombre, dont on ne mesure pas toujours de façon directe et visible l'impact. mais pourtant l'impact est réel, mais il faut parfois plusieurs années pour qu'il se concrétise. Ce n'est pas comme la voirie.”

Commune

ACTIV'ECSI : lever les freins de gouvernance et justifier le renouvellement des fonds par une évaluation externe rigoureuse

Grâce à une évaluation externe du projet ACTIV'ECSI, le Département de la Savoie a pu identifier les points forts (collectif pluri-acteurs) et les axes d'amélioration (gouvernance partagée). Cette démarche a permis de capitaliser les savoir-faire et de justifier le renouvellement des financements auprès des élus.

Conseil pratique n°8 : s'appuyer sur la société civile et les réseaux

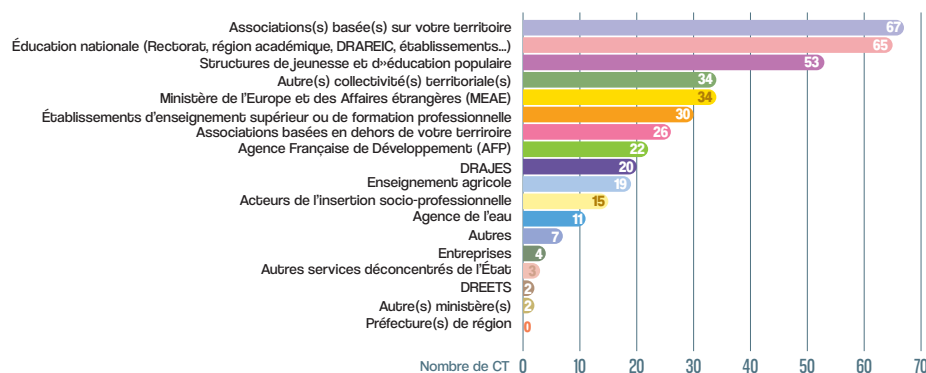
Quelques enseignements chiffrés issus de l'enquête

80 % des collectivités délèguent tout ou partie de leurs actions d'ECSI à des **acteurs locaux**.

Seulement **24 % des collectivités** organisent **systématiquement** des actions d'ECSI en **miroir** avec leurs partenaires internationaux.

76 % des collectivités travaillent avec des **associations locales**, mais seulement **20 %** avec l'**enseignement supérieur**.

Acteurs mobilisés dans le cadre des actions ECSI de Collectivités territoriales



Pourquoi ?

Les collectivités territoriales, en particulier les régions et les départements, ont la légitimité et les capacités nécessaires pour endosser un rôle de facilitateur et donner des impulsions stratégiques à l'échelle de leur territoire, en mobilisant l'ensemble des acteurs dans une approche multi-acteurs d'intérêt général. Parmi les acteurs cités dans ce guide, vous pouvez vous appuyer sur les RRMA, les têtes de réseau nationale comme Cités Unies France ou européenne comme Platforma.

Les recommandations

C'est le rôle pivot des collectivités qu'il s'agit d'amplifier pour structurer les écosystèmes locaux des acteurs et partenaires potentiels des actions d'ECSI.

La collectivité n'a pas besoin de tout faire en régie. Son rôle peut être avant tout celui d'animateur et de facilitateur !

Pour passer à l'action

🔊 Action recommandée : Soutenir les associations locales, les centres de ressources et les établissements scolaires. Déléguer la mise en œuvre opérationnelle aux acteurs disposant de l'expertise de terrain.

🔊 Objectif : S'appuyer sur les compétences locales et constituer un maillage territorial résilient.

Ils l'ont fait !



Le Festival des Solidarités : La collectivité comme « tiers de confiance » qui fédère 15 associations pour un impact pédagogique démultiplié.

En coordonnant un collectif de 15 associations dans le cadre du Festival des Solidarités - Festisol, la ville de Lannion a transformé un festival en outil pédagogique majeur. Plutôt que de produire elle-même les actions, la collectivité a offert un cadre pour que chaque association déploie son expertise : déambulations scolaires, cabarets d'impro, ciné-débats et expositions. La ville agit ici comme le « tiers de confiance » qui fédère, tandis que les associations apportent le contenu et le lien direct avec les citoyens.

Parole d'acteurs - S'engager dans une démarche d'ECSI

“Se mettre en lien avec des structures d'accompagnement, que ce soit au local ou au national qui ont des expertises complémentaires à celles de la région. S'inscrire dans des événements régionaux pour développer ces partenariats.”

Commune

“Joindre le RRMA de référence, s'informer sur ce qu'il se fait, se lancer même si ça paraît flou ou difficile, fixer des objectifs clairs, travailler ensemble et mobiliser autour du projet”

Comité de jumelage

De l'isolement à l'écosystème : comment un appel à projets régional fédère les acteurs autour de l'accueil et du partage d'outils pédagogiques.

La Région Occitanie a structuré un appel à projets annuel en faveur de la sensibilisation et de l'amélioration des conditions d'accueil des bénéficiaires d'une protection internationale et des demandeurs d'asile, qui force la mise en réseau. En subventionnant 16 associations sur 3 ans, elle a créé un écosystème où les acteurs partagent leurs outils (jeux de plateau, témoignages) et leurs bonnes pratiques, évitant à chaque collectivité de «réinventer la roue».

Conclusion

L'ECSI renforce la portée de l'action internationale des collectivités territoriales en mobilisant les habitants, en diversifiant les publics et en ancrant les enjeux mondiaux dans les réalités locales. Elle constitue une dimension à part entière de l'action extérieure de la collectivité en mettant l'accent sur la finalité éducative et citoyenne.

La transversalité est la clé. L'ECSI gagne à s'articuler avec les politiques éducatives, culturelles, de jeunesse, de cohésion sociale, de transition écologique et bien d'autres. Cet ancrage dans d'autres champs de compétences renforce la résilience budgétaire et élargit ses publics mais aussi les agents impliqués, au-delà des services dédiés aux relations internationales.

Sur le terrain, les expériences réussies partagent un socle commun : l'engagement d'agents moteurs, l'inscription dans des réseaux structurés et le travail partenarial avec la société civile locale. Ces facteurs sont reproductibles, y compris dans les collectivités de petite taille.

À l'échelle nationale, les acteurs (MEAE, AFD, France Volontaires, Cités Unies France, RRMA) sont vecteurs de coordination et d'information afin de faciliter le passage à l'action des collectivités : outils mutualisés, appels à projets dédiés, espaces de partage entre pairs.



8 recommandations pour intégrer l'ECSI dans l'action internationale de sa collectivité territoriale

1

Des **formations**, adaptées aux différents profils (élus, techniciens, directions, etc.), existent et permettent de **développer une culture commune**, limitant ainsi une approche opportuniste de l'ECSI.

2

Promouvoir l'ECSI dans les **différents domaines d'intervention des politiques publiques** (et pas seulement l'AICT) et ainsi renforcer ses impacts à l'échelle locale.

3

Évitez les effets d'opportunisme. Une **feuille de route** ou une **délibération** cadre donne de la **visibilité et protège** l'action des changements politiques.

4

L'ECSI ne concerne pas que le service Relations Internationales. Elle doit irriguer la **Juvenesse**, la **Culture**, l'**Environnement**, l'**Urbanisme** et même les **Ressources Humaines**.

5

La mobilité internationale (volontariat, chantiers solidaires, échanges scolaires, etc.) est l'un des moteurs les plus visibles de l'ECSI. Assurez-vous qu'elle inclut systématiquement une phase de **préparation et de restitution**.

6

Développer la connaissance des **cofinancements disponibles** et appuyer les collectivités dans le montage d'actions ou de dispositifs locaux cohérents est ainsi indispensable pour déployer localement les stratégies nationales et européennes. Ne dépendez **pas d'une seule source de financement** (ex : État). Construisez des montages budgétaires **hybrides**.

7

Ce qui ne se mesure pas ne se défend pas. Développez des **indicateurs qualitatifs et quantitatifs** de vos actions d'ECSI.

8

C'est le rôle pivot des collectivités qu'il s'agit d'amplifier pour structurer les écosystèmes locaux des acteurs et partenaires potentiels des actions d'ECSI. **La collectivité** n'a pas besoin de tout faire en régie. Son rôle peut être avant tout celui **d'animateur et de facilitateur**.

Boîte à outils & ressources

Pour aller plus loin et démarrer votre démarche, voici les ressources essentielles identifiées dans l'étude.

Les textes de référence

Titre	URL	Année	Portée	Lien avec l'ECSI
Recommandation UNESCO sur la citoyenneté mondiale	https://www.unesco.org/fr/global-citizenship-peace-education/recommendation	2024	Internationale	Cadre conceptuel (définition, finalités).
Argumentaire ECSI de l'AFD	https://www.afd.fr/fr/ressources/le-role-essentiel-de-leducation-la-citoyennete-et-la-solidarite-internationale-argumentaire-commun	2020	Nationale	Définition française de référencel
Déclaration de Dublin (GENE)	https://www.gene.eu/ge2050-congress	2022	Européenne	Approche globale (liens avec éducation au développement, paix, etc.).
Brochure interministérielle ECSI	https://www.diplomatiegouv.fr/fr/presse-et-ressources/decouvrir-et-informer/actualites/brochure-interministerielle-consacree-aux-educations-a-la-citoyennete-et-a-la-solidarite	2024	Nationale	Outils pour les collectivités.



Les dispositifs de financement & soutien

Source	Programme	Public cible	Budget moyen	Taux de mobilisation des CT
MEAE	Appels à projets "Jeunesse et Solidarité Internationale" (JSI)	Associations, CT	Variable	51%
AFD	Programme "Réinventer le Monde", dispositif I-OSC	CT, OSC	50 000-200 000€	34%

Source	Programme	Public cible	Budget moyen	Taux de mobilisation des CT
Union Européenne	Erasmus+, Corps Européen de Solidarité (CES), programmes DEAR et CERV	CT,jeunes	Variable	33%
Régions	Appels à projets spécifiques (ex : Bourgogne-Franche-Comté)	Acteurs locaux	10 000-100 000€	40% (Régions)
Agences de l'eau	Appels à projets "Eau et Solidarité"	CT, associations	20 000-50 000€	Non évalué
France Volontaires	Territoires Volontaires - TEVO	CT,jeunes	100 000€	42%

Glossaire

AICT : Action internationale des collectivités territoriales
AFD : Agence française de développement
CERV : Programme « Citoyens, égalité, droits et valeurs »
CES : Corps Européen de Solidarité
CIRRMA : Conférence inter-régionale des réseaux régionaux multi-acteurs
CUF : Cités Unies France
DCTCIV : Délégation pour les collectivités territoriales et la société civile
DEAR : Development education and awareness raising programme
FICOL : Facilité de financement des Collectivités Territoriales (Dispositif AFD)
I-OSC : Initiatives Organisations de la Société Civile (Dispositif AFD)
JSI : Jeunesse et Solidarité Internationale
DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
EAD : Éducation au développement
ECM : Éducation à la citoyenneté mondiale
EC SI : Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
GENE : Global Education Network Europe
MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
ODD : Objectifs de développement durable
OSC : Organisation de la société civile
PCAET : Plan Climat-Air-Énergie Territorial
QPV : Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville
RRMA : Réseaux régionaux multi-acteurs
TEVO : Territoires Volontaires
VSI : Volontaire/Volontariat de solidarité internationale



Le projet PLATFORMA est co-financé
par l'Union européenne



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**cités
unies
france**

9, rue Christiani 75018 Paris Tél. : +33 (0)1 53 41 81 81

■ coop-dec@cites-unies-france.org ■ www.cites-unies-france.org

■ <https://raict.org> ☒ @CitesUniesFR

in <https://www.linkedin.com/company/cites-unies-france-officiel/>